

PAYS DE LA LOIRE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

SITUATION AU 30/09/2014

DOCUMENT TRIMESTRIEL - LIBRE DE DIFFUSION SOUS RESERVE DE MENTION DE LA SOURCE « POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE »

LA CONJONCTURE NATIONALE

L'ESSENTIEL

Les économies avancées ont tourné au ralenti au 2^{ème} trimestre. L'activité a été une nouvelle fois décevante pour la zone euro où elle a stagné.

Les économies émergentes sont quant à elles restées sur un rythme de croissance relativement modeste au deuxième trimestre. Les informations conjoncturelles de l'été laissent augurer une progression de l'activité du même ordre.

L'économie française croîtrait à peine aux troisième et quatrième trimestres (+0,1 %), ce qui porterait la croissance sur l'année à +0,4 % en 2014, comme en 2012 et 2013.

La croissance des exportations serait certes un peu plus soutenue qu'au premier semestre, mais sans éclat, la demande étrangère restant peu dynamique. La consommation des ménages croîtrait peu d'ici la fin de l'année. L'investissement des entreprises se replierait de nouveau et l'atonie de la croissance en France entraînerait celle de l'emploi.

Alors que les prévisions du trimestre dernier anticipaient une légère progression du PIB français sur les trois derniers trimestres de l'année, la réalité s'est révélée un peu moins optimiste au deuxième trimestre et minimise les nouvelles prévisions pour la fin de l'année. L'activité française a ainsi stagné (0,0%) pour le deuxième trimestre consécutif. La production manufacturière s'est repliée nettement plus que ce que laisser présager les enquêtes de conjoncture. Cet état de fait a été couplé avec les résultats de l'investissement des entreprises et du niveau des exportations enregistrées. La France n'a pu bénéficier de l'activité de la zone euro (0,0%, avec un repli en Allemagne et en Italie) ni de l'activité mondiale qui est restée modérée même pour les pays émergents.

GRAPHIQUE
PIB (VARIATION TRIMESTRIELLE)

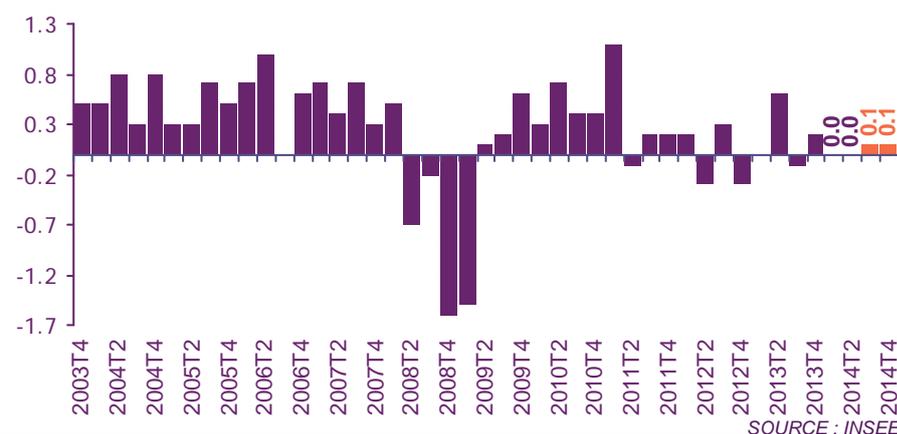


TABLEAU
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE

	1T2014	2T2014	3T2014	4T2014
■ données observées				
■ prévisions				
Demande intérieure hors stocks	-0.4	0.1	0.1	0.1
Variations de stocks	0.5	0.0	0.0	0.0
Commerce extérieur	0.0	-0.1	0.0	0.0

(Evolution trimestrielle, aux prix de l'année précédente chaînés)

SOURCE : INSEE

L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

L'investissement des entreprises s'est de nouveau contracté au deuxième trimestre 2014 (-0,7 % après -0,6 %), s'agissant notamment de leurs dépenses en construction (-1,4 %) et de celles en produits manufacturés (-1,0 %) : l'entrée en vigueur de nouvelles normes antipollution au 1er janvier 2014 a pesé de nouveau sur les immatriculations de véhicules lourds. En raison de l'atonie persistante de la demande, l'investissement des entreprises reculerait de nouveau au second semestre mais plus modérément (-0,3 % puis -0,2 %).

SOURCE : INSEE

LES MENAGES

Après un net recul en début d'année (-0,6 %), la consommation des ménages a rebondi au deuxième trimestre (+0,4 %). Au second semestre, la consommation des ménages retrouverait un rythme plus en ligne avec la tendance de leur pouvoir d'achat (+0,2 % par trimestre). La consommation énergétique progresserait encore au troisième trimestre (+1,0 %), et les dépenses en produits manufacturés augmenteraient modérément (+0,2 %). Le profil trimestriel du taux d'épargne serait heurté. Ainsi, après un haut niveau au premier semestre (15,9 %), le taux d'épargne baisserait progressivement au second semestre, du fait de la baisse du pouvoir d'achat du revenu. Mais, fin 2014, le taux d'épargne s'élèverait encore à 15,0 %, contre 14,6 % fin 2013.

TABLEAU
DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES

Données CJO-CVS en milliards d'euros, prix chaînés	juin-14	juillet-14	août-14	évolution sur 1 mois (%)	évolution sur 1 an (%)
- Alimentaire	15.917	15.686	15.818	0.8	0.7
- Biens fabriqués	19.863	19.841	19.916	0.4	2.3
- automobiles	4.674	4.591	4.597	0.1	0.7
- équipement du logement	3.943	4.037	4.059	0.5	8.2
- textile-cuir	4.073	4.059	4.072	0.3	2.4
- Energie	7.220	7.179	7.257	1.1	1.0
Total	43.013	42.712	43.003	0.7	1.4
Produits manufacturés	36.725	36.379	36.677	0.8	1.4

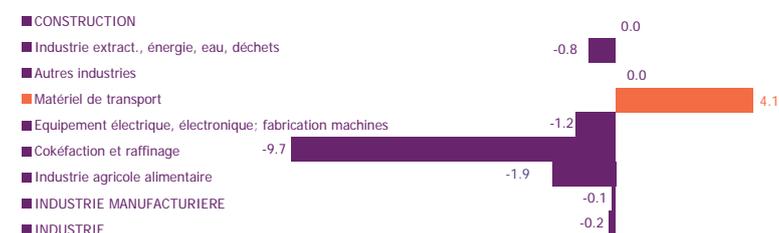
(1) Biens durables : matériel de transport et équipement du logement.

(2) Autres produits manufacturés : la pharmacie, les pneus et les pièces détachées d'automobiles, l'édition (presse, librairie, disques), le bricolage, l'horlogerie-bijouterie, la parfumerie, l'optique photo et les articles divers.

SOURCE : INSEE

LA PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES

GRAPHIQUE
EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DEPUIS UN AN * - AOÛT 2014



* 3 derniers mois / 3 mêmes mois de l'année précédente

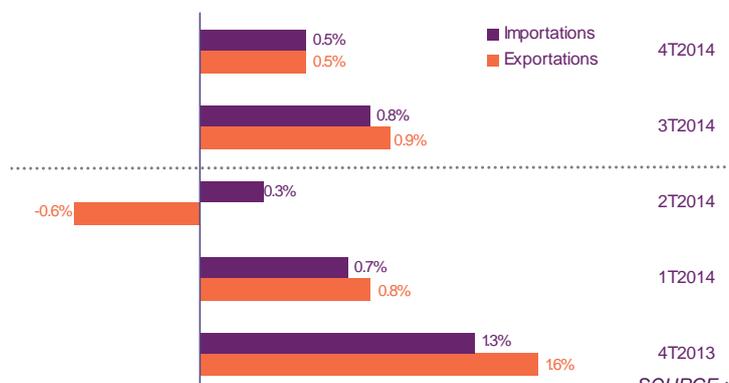
Après un rebond marqué dans tous les secteurs à l'été 2013, le climat des affaires en France est resté quasi stable jusqu'en mai 2014, tout en demeurant inférieur à sa moyenne de longue période (100). À l'été, il s'est à nouveau replié, atteignant 91 en septembre. Cette dégradation touche tous les secteurs, tout particulièrement le commerce de détail et le bâtiment. La production manufacturière serait toutefois un peu mieux orientée au second semestre (+0,2 % par trimestre), la chute de la production au deuxième trimestre étant pour partie due à des facteurs exceptionnels (notamment le nombre particulièrement élevé de ponts au mois de mai et l'impact de la norme Euro 6 sur les achats de camions).

LE SOLDE COMMERCIAL

Au deuxième trimestre 2014, le commerce mondial a rebondi (+1,0 % après -0,6 %). Les échanges ont repris dans les pays avancés, à l'exception du Japon, et les exportations ont été dynamiques en Asie. Les indicateurs conjoncturels sur les commandes à l'exportation et les données douanières disponibles suggèrent que le commerce mondial resterait sur le même rythme au troisième trimestre (+1,1%).

Après une stagnation au deuxième trimestre 2014, inattendue au regard de la hausse du commerce mondial, les exportations françaises rebondiraient au second semestre (+0,9 % puis +0,5 %), la tendance de perte de parts de marché étant en outre quelque peu amortie par la dépréciation récente de l'euro.

GRAPHIQUE
EVOLUTIONS DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS PAR TRIMESTRE



SOURCE : INSEE

LES PREVISIONS

Pour les deux trimestres à venir, les indicateurs prévisionnels anticipent une progression de l'activité française de +0,1% par trimestre. Ces prévisions porteraient la croissance annuelle à +0,4% (au même niveau que 2012 et 2013). Le retournement des enquêtes de conjoncture à l'été suggère un attentisme accru des entreprises qui pourrait peser sur l'activité davantage que dans le scénario retenu. À l'inverse, la politique monétaire et la dépréciation de l'euro pourraient soutenir la croissance. Dans le scénario retenu, l'investissement en équipement retrouverait son dynamisme en Allemagne et en Espagne, et serait quasi stable en France et en Italie. Pour autant, les incertitudes liées à l'impact économique de la crise ukrainienne (notamment en termes de débouchés à l'exportation à moyen terme) pourraient différer les décisions d'investissement en zone euro. À l'inverse, l'apaisement des tensions géopolitiques pourrait renforcer la dynamique d'investissement, après une phase marquée d'ajustement.

LA CONJONCTURE REGIONALE

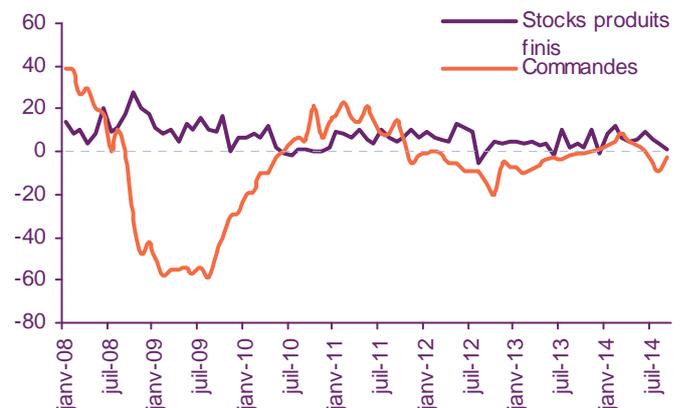
L'activité industrielle a progressé en septembre. Cette évolution est principalement liée à l'industrie agroalimentaire et, dans une moindre mesure, aux autres produits industriels. En revanche, la fabrication de matériels de transport stagne et les équipements électriques, électroniques, autres machines fléchissent. Les prévisions font état d'un nouvel accroissement des fabrications, en particulier dans les autres produits industriels.

La demande s'est un peu redressée après deux mois de stagnation. L'export est une nouvelle fois élément moteur, alors que le marché intérieur est stable. Cette progression d'ensemble est perceptible dans la totalité des secteurs. Cependant, les carnets sont toujours considérés comme à peine normaux.

Le taux d'utilisation des capacités de production demeure éloigné de sa moyenne de longue période.

Dans le bâtiment, les difficultés ont perduré pour de nombreux acteurs durant l'été. Les carnets de commandes n'ont pas été regarnis suffisamment pour offrir une visibilité correcte à moyen terme et les effectifs sont en diminution.

GRAPHIQUE
NIVEAU DES CARNETS DE COMMANDES ET DES STOCKS DANS L'INDUSTRIE



SOURCE : BANQUE DE FRANCE

UN CONTEXTE FAVORABLE A UNE DEMARCHE ACTIVE D'INNOVATION EN PAYS DE LA LOIRE

Entre 2010 et 2012, les petites et moyennes entreprises (PME) des Pays de la Loire innovent davantage qu'ailleurs, en particulier dans l'industrie et les services. La structure régionale de l'économie et un écosystème local favorable expliquent ces résultats. Les entreprises de moins de 20 salariés des Pays de la Loire innovent plus que leurs homologues d'autres régions, même si les PME les plus innovantes sont globalement grandes et appartiennent plus souvent à un groupe d'entreprises. Les dernières sont souvent dotées d'une fonction recherche-développement conséquente, disposent d'une trésorerie saine, coopèrent avec de nombreux partenaires et sollicitent le soutien financier public qu'elles jugent complexe à instruire. Leur démarche d'innovation s'inscrit dans la volonté de développer leurs marchés, mais surtout d'améliorer leur productivité.

D'après l'enquête communautaire sur l'innovation CIS (sources), 52 % des entreprises de 10 à 249 salariés des Pays de la Loire ont déclaré avoir innové entre 2010 et 2012 ; c'est un peu plus qu'en moyenne de province). L'innovation s'entend ici au sens large (définitions) ; elle concerne la conception de biens ou services, l'introduction de nouveaux procédés de production, de nouveaux modes d'organisation ou stratégies de vente. Les entreprises de services et de l'industrie innovent davantage (respectivement 65 % et 57 %) que leurs homologues du commerce de gros ou des transports (respectivement 43 % et 34 %) en raison d'activités par essence plus innovantes comme les télécommunications et

l'informatique. Ces écarts sont plus importants dans les Pays de la Loire avec des taux d'innovation supérieurs de 2 et 3 points dans les services et l'industrie par rapport à la France de province, tandis que les taux sont plus faibles de 5 et 2 points dans le commerce de gros et les transports.

Quel que soit le secteur, la démarche d'innovation est d'autant plus fréquente que la taille de l'entreprise est importante. Elle concerne 44 % des entreprises de 10 à 19 salariés, 53 % des 20 à 49 et 67 % des 50 à 249.

TABLEAU
PROPORTION D'ENTREPRISES INNOVANTES

1 Les PME des Pays de la Loire plus innovantes en produits et procédés
Proportion d'entreprises innovantes entre 2010 et 2012 par catégorie d'innovation (en % du nombre total d'entreprises)

	Innovations au sens large		Innovations technologiques			Innovations non technologiques	
	Pays de la Loire	France de province	Ensemble	Produits	Procédés	Organisation	Marketing
Secteur							
Industrie manufacturière	57,2	54,1	42,7	27,3	27,3	33,8	22,1
Services technologiques et intellectuels	65,2	63,3	48,6	37,9	28,8	40,1	31,5
Commerce de gros	42,5	47,2	26,3	15,8	14,0	26,9	22,2
Transport	33,7	35,5	16,9	8,1	13,4	22,0	6,2
Effectif salarié							
moins de 20 salariés	44,1	42,9	31,5	17,8	20,1	26,4	17,9
de 20 à 49 salariés	52,7	53,4	35,4	22,4	22,2	33,5	20,4
de 50 à 249 salariés	67,4	67,9	50,0	38,0	30,8	39,2	28,8
Ensemble	52,3	51,0	36,9	23,8	23,2	31,8	21,2

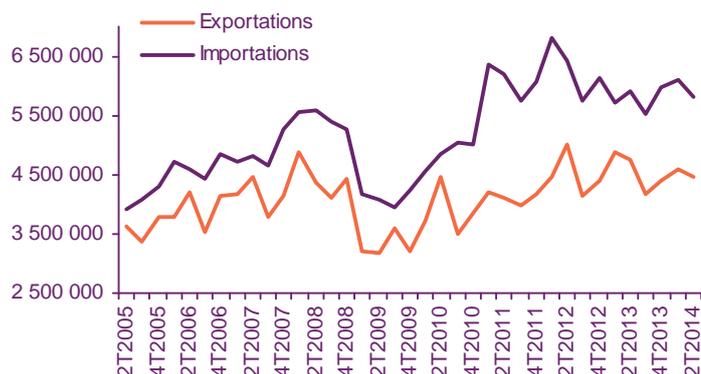
Lecture : 57,2 % des entreprises de l'industrie manufacturière des Pays de la Loire ont développé une innovation entre 2010 et 2012.
Champ : entreprises mono ou quasi mono-sectorielles de 10 à 249 salariés.
Source : Insee, enquête Innovation CIS 2012

SOURCE : INSEE

pôle emploi

LE COMMERCE EXTERIEUR

GRAPHIQUE EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS REGIONALES



Au deuxième trimestre 2014, le commerce extérieur régional améliore légèrement son solde. Ce résultat est lié à une baisse des importations (-5,0%) plus importante que celle des exportations (-3,2%).

La baisse de 3,2% des exportations est notamment due à la vente de parfums, cosmétiques et produits d'entretien (-3,2% par rapport au trimestre précédent), à la vente d'hydrocarbures naturels (+46,0%), à la vente d'aliments pour animaux (-20,0%) et à la vente d'houille (-46,5%).

A l'inverse, la vente d'articles de joaillerie et bijouterie, instruments de musique enregistre une hausse trimestrielle de +58,5%.

Parallèlement, les importations affichent une plus forte baisse. Ce résultat est en grande partie dû à l'achat moins important d'hydrocarbures naturels (-8%) et de produits pétroliers raffinés et coke (-33%). A l'inverse, les achats en produits de la construction automobile ont progressé de 8%.

SOURCE : MINISTERE DE L'INTERIEUR

LE CHOMAGE NATIONAL

LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (CATEGORIE A)

En août 2013, la France connaît sa première baisse du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) depuis le mois d'octobre 2013. Depuis, 132 300 personnes supplémentaires sont inscrites à Pôle emploi, soit une hausse de +4,0%.

Au 31 août 2014, 3 413 300 personnes sont recensées, soit 11 100 demandeurs de moins par rapport à juillet (-0,3%). Sur un an, 169 700 demandeurs d'emploi supplémentaires sont comptabilisés, soit une progression de +5,2%.

TABLEAU EVOLUTION MENSUELLE COMPAREE DE LA DEFM CATEGORIE A (DONNEES CVS)

	août 2013	septembre 2013	octobre 2013	novembre 2013	décembre 2013	janvier 2014	février 2014	mars 2014	avril 2014	mai 2014	juin 2014	juillet 2014	août 2014
DEFM Pays de la Loire	158 142	161 831	160 747	161 745	162 291	162 880	164 918	165 697	166 408	168 397	169 599	167 597	168 980
Variation brute	-1 591	3 689	-1 084	998	546	589	2 038	779	711	1 989	1 202	-2 002	1 383
Variation relative	-1,0%	2,3%	-0,7%	0,6%	0,3%	0,4%	1,3%	0,5%	0,4%	1,2%	0,7%	-1,2%	0,8%
DEFM France	3 243 600	3 292 200	3 281 000	3 298 600	3 307 300	3 316 200	3 347 700	3 349 300	3 364 100	3 388 900	3 398 300	3 424 400	3 413 300
Variation brute	-39 100	48 600	-11 200	17 600	8 700	8 900	31 500	1 600	14 800	24 800	9 400	26 100	-11 100
Variation relative	-1,2%	1,5%	-0,3%	0,5%	0,3%	0,3%	0,9%	0,0%	0,4%	0,7%	0,3%	0,8%	-0,3%

SOURCE : POLE EMPLOI - DIRECCTE - DARES

LE TAUX DE CHOMAGE

Après avoir atteint 6,8% au premier trimestre 2008 (plus faible taux de chômage depuis le début des années 1980), le taux de chômage a fortement progressé jusqu'au dernier trimestre 2009 (9,1%) pour entamer une lente décroissance jusqu'au premier semestre 2011 (8,6%). Malgré une légère accalmie sur cette période, le chômage est reparti à la hausse jusqu'à l'automne 2013. Le dernier trimestre 2013 a confirmé l'entrée dans une phase de stabilisation du taux de chômage qui se poursuit sur l'ensemble de l'année 2014

Au deuxième trimestre 2014 et pour le troisième trimestre consécutif, le taux de chômage se maintient à 9,7% de la population active en France métropolitaine (10,2% avec les DOM).

Au deuxième semestre, il reprendrait sa progression pour terminer l'année 2014 à 9,9% pour la France métropolitaine (10,3% avec les DOM).

GRAPHIQUE

EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE - FRANCE METROPOLITAINE



SOURCE : INSEE

LE CHOMAGE REGIONAL

Toutes les régions de France voient leur nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmenter sur un an. En données brutes, les Pays de la Loire se positionnent au cinquième rang des régions (hors DOM) les plus contributrices à l'augmentation du chômage (catégorie A) entre août 2013 et août 2014.

En données CVS, 168 980 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A à fin août 2014 sur la région.

Sur un mois, ce nombre augmente de 0,8%, soit un résultat opposé à celui de la France métropolitaine (-0,3%).

Sur un an, la région affiche également un résultat moins positif que le national. Les Pays de la Loire enregistrent une augmentation de +6,9% de leur demande d'emploi entre août 2013 et août 2014 tandis que le national affiche une progression de +5,2%.

Pour autant, malgré les fortes augmentations enregistrées en 2009, les Pays de la Loire sont toujours en tête des régions les moins touchées par le chômage, avec trois autres régions.

TABLEAU
DEMANDEURS D'EMPLOI FIN DE MOIS –
CATEGORIE A (DONNEES CVS)

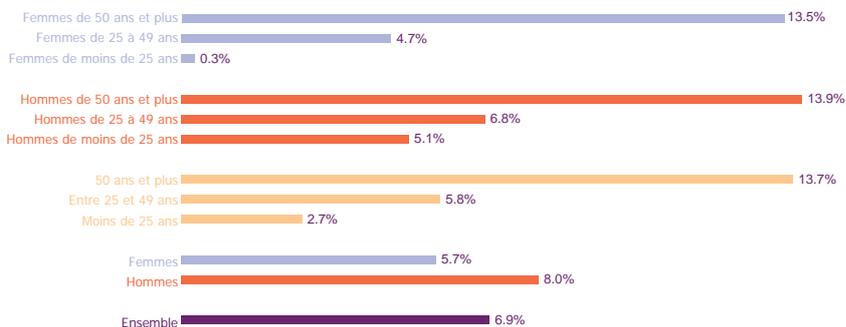
	août 2013	juillet 2014	août 2014	Evolution sur un mois	Evolution sur un an
Loire-Atlantique	58 078	62 588	62 236	-0,6%	7,2%
Maine et Loire	36 686	38 271	39 098	2,2%	6,6%
Mayenne	10 120	10 368	10 674	3,0%	5,5%
Sarthe	26 587	28 153	28 311	0,6%	6,5%
Vendée	26 671	28 217	28 661	1,6%	7,5%
Pays de la Loire	158 142	167 597	168 980	0,8%	6,9%

Sur un an, la hausse des chiffres du chômage concerne aussi bien les hommes que les femmes, mais ces dernières connaissent un résultat plus favorable (+5,7%) que leurs homologues masculins (+8,0%).

Concernant l'évolution par tranche d'âge, les jeunes de moins de 25 ans sont moins touchés malgré une hausse de +2,7%, les jeunes femmes étant mieux positionnées que les jeunes hommes (+0,3% contre +5,1%).

En effet, avec la Bretagne, l'Île-de-France et Rhône-Alpes, les Pays de la Loire enregistrent le plus faible taux de chômage de France (8,6% contre 9,7% au niveau national au deuxième trimestre 2014).

GRAPHIQUE
EVOLUTION ANNUELLE DES DEFM CATEGORIE A EN PAYS DE LA LOIRE



En août 2014, les demandeurs d'emploi (catégorie A) de 50 ans et plus enregistrent la plus forte évolution annuelle (+13,7%). Sur cette tranche d'âge, les hommes sont légèrement plus touchés que les femmes (+13,9% contre +13,7%).

Au niveau géographique et sur un an, tous les départements affichent des évolutions orientées à la hausse. Le Maine-et-Loire affiche la progression la plus « modeste » (+5,5%) suivi par la Sarthe (+6,5%) et le Maine-et-Loire (+6,6%). La hausse est plus prononcée en Vendée (+7,5%).

En évolution mensuelle, la Loire-Atlantique fait figure d'exception puisque le nombre de ses demandeurs d'emploi diminue. Les quatre autres départements enregistrent une progression. Le nombre de demandeurs d'emploi de Sarthe augmente de +0,6% par rapport au mois précédent. La Vendée, la Maine-et-Loire et la Mayenne connaissent des progressions plus marquées.

SOURCE : POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE - DIRECCTE

L'EMPLOI NATIONAL

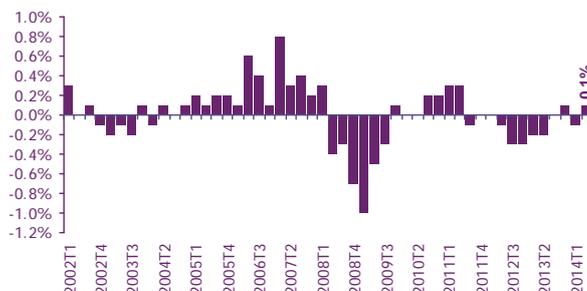
Après une régression de -0,1% en début d'année 2014, l'emploi salarié enregistre une augmentation de ses effectifs. Ainsi, au deuxième trimestre 2014, 8 300 créations d'emploi sont recensées dans les secteurs marchands, soit une hausse de +0,1%. 15 875 000 salariés sont comptabilisés dans les établissements des secteurs principalement marchands. Sur un an, 12 600 postes ont été détruits, soit une baisse de -0,1%.

L'industrie accélère le rythme de ses pertes d'emploi au deuxième trimestre 2014 : -0,3% après -0,2% au premier trimestre 2014. 8 100 postes ont été détruits, ce qui porte le nombre de salariés à 3 155 800. Sur un an, l'industrie a perdu 39 500 emplois (soit -1,2%).

L'emploi dans la construction diminue également sur un trimestre (-8 800 postes, -0,6%) et sur un an (-26 800 postes, -0,6%). 1 377 700 salariés sont comptabilisés dans ce secteur.

Après une diminution de -0,1% au trimestre dernier, l'emploi du secteur tertiaire accroît ses effectifs. Au deuxième trimestre 2014, 11 341 500 salariés y sont recensés (+25 200 postes, +0,2%). Sur un an, l'emploi progresse de +0,5%, soit 53 700 postes supplémentaires.

GRAPHIQUE
EMPLOI SALARIE – ESTIMATION TRIMESTRIELLE EN DONNEES CVS



SOURCE : INSEE

L'EMPLOI REGIONAL

Après un coup d'arrêt observé au premier trimestre 2014, l'emploi salarié marchand non agricole des Pays de la Loire enregistre une augmentation au deuxième trimestre 2014. 3 800 emplois ont été créés, soit une hausse de +0,4%. Ce résultat conduit à une évolution annuelle de +0,4%, soit 3 700 postes gagnés entre juin 2013 et juin 2014.

Au 30 juin 2014, près de 896 500 salariés sont ainsi comptabilisés (données CVS).

Tous les départements de la région participent aux créations d'emploi du trimestre. La Loire-Atlantique affiche la plus forte hausse (+0,7%) devant la Vendée (+0,4%). Les trois autres départements enregistrent des diminutions oscillant entre +0,1% et -0,2%.

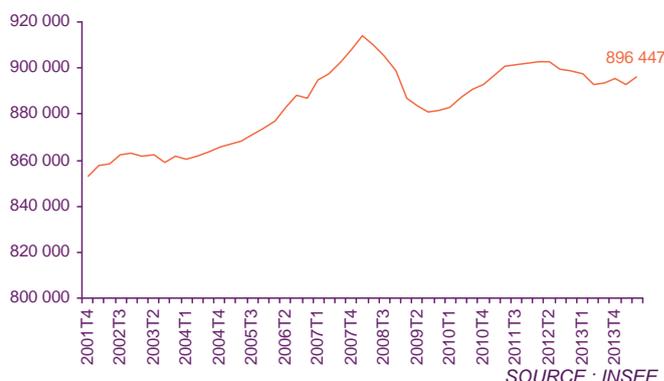
Les trois secteurs utilisateurs ne contribuent pas tous de la même manière au résultat régional.

L'industrie enregistre la plus forte baisse entre mars 2014 et juin 2014 (-0,3%). Sur un an, le secteur perd 0,6% de son emploi salarié, soit 1 600 postes.

Au deuxième trimestre 2014, la construction se positionne comme le secteur le plus en difficulté et affiche une réduction de ses effectifs de -0,1% sur un trimestre et -2,7% sur un an. Ainsi, avec 2 550 destructions d'emploi sur un an, le secteur concentre la majorité des pertes d'emploi régionales.

Enfin, le tertiaire marchand voit ses effectifs s'accroître de +0,8% entre mars 2014 et juin 2014. Sur un an, le secteur enregistre une évolution de +1,4%, soit plus de 7 800 créations nettes de postes.

GRAPHIQUE
EVOLUTION DESAISONNALISEE DU NOMBRE DE SALARIES



GRAPHIQUE
EVOLUTION TRIMESTRIELLE ET ANNUELLE – 1ER TRIMESTRE 2014



L'EMPLOI INTERIMAIRE

GRAPHIQUE
EVOLUTION DU NOMBRE D'INTERIMAIRES (DONNEES CVS)



Statistiques et Indicateurs

Directeur de la publication : Karim KHETIB
Directeur de la rédaction : Josette BARREAUD
Conception et réalisation : Service SEE – Vincent RAGOT

Contact : statsPDL@pole-emploi.fr

www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Après une phase de stabilisation en 2013, l'emploi intérimaire régional est reparti à la hausse lors du premier semestre 2014. Malgré un mois de juillet morose, l'intérim régional semble engagé dans une dynamique positive.

En août 2014, les Pays de la Loire enregistrent une hausse de +2,0%, soit 900 postes créés par rapport à juillet. Ainsi, le nombre d'intérimaires s'établit à plus de 47 300. Sur un an, près de 3 900 emplois ont été créés, soit un gain de +8,9%.

Mensuellement, les trois grands secteurs s'orientent tous dans le même sens. Le tertiaire enregistre la plus forte hausse d'effectif (+4,2%), suivi par l'industrie (+1,4%). La construction affiche l'augmentation la plus modeste (+1,1%).

En août 2014, les Pays de la Loire sont au cinquième rang des régions ayant recours à l'intérim avec un taux de 4,6% derrière le Centre (5,1%), la Franche-Comté (5,1%), la Haute-Normandie (5,6%) et la Picardie (4,9%) chacun tandis que le national a un taux de recours à l'intérim de 3,6%.

SOURCE : POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE